



Un exemple de développement : Un employé du laboratoire Medigloves Ltd., en Thaïlande, pays autrefois bénéficiaire de l'aide au développement, mais en train de devenir un partenaire économique du Canada à part entière.

juridique, la surveillance des élections et l'éducation des électeurs dans des pays comme l'Indonésie.

L'Afghanistan est un cas de figure intéressant pour la stratégie canadienne de sécurité et de gouvernance. Le Canada y est très présent sur le plan de la diplomatie, du développement et de la défense — c'est l'approche dite des 3-D. Cette présence a pour objectifs de favoriser la stabilité, de soutenir la croissance et de faciliter l'enracinement de la démocratie dans ce pays. Le Canada a consacré près de 24 millions de dollars aux élections présidentielles afghanes qui se sont tenues en octobre dernier. Ce scrutin a été considéré comme une étape cruciale dans la transformation du pays en un État démocratique et autosuffisant.

Développement de partenariats

Ces 25 dernières années, plusieurs pays asiatiques ayant reçu l'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont réalisé d'importants progrès. En Malaisie et en Thaïlande, par exemple, la santé, la nutrition, l'espérance de vie et d'autres indicateurs du développement humain se sont améliorés au point où ces pays ne sont plus des bénéficiaires de l'aide au développement, mais bien des donateurs.

« Quelle réussite de voir ces pays s'affranchir de l'aide pour devenir de véritables partenaires économiques! », s'exclame Bob Johnston, directeur général de la planification stratégique pour l'Asie à l'ACDI. Il existe cependant encore à son avis de nombreux foyers de pauvreté dans la région. « La triste réalité est la suivante : 60 p. 100 des pauvres dans le monde vivent en Asie... Dans l'ensemble, les chiffres ont de quoi intimider. »

La catastrophe du tsunami a rivé l'attention des Canadiens sur la région en particulier et sur l'aide humanitaire en général, non seulement en temps de crise, mais aussi pour le long terme.

« Cette crise a été pour diverses communautés une importante occasion de nouer des relations et des liens de solidarité qu'il convient d'appuyer, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Pierre Pettigrew lors de la Réunion des dirigeants de l'ANASE tenue à Jakarta en janvier et consacrée

à la catastrophe. La communauté internationale devra rester active à long terme dans la région... Le Canada sera présent en tant que partenaire à part entière aussi longtemps qu'il le faudra. »

Le tsunami a été « l'élément déclencheur », affirme Paul Evans, directeur adjoint du Liu Institute for Global Issues. « Les apports de capitaux dans la région ont atteint des proportions sans précédent. » Cela a aussi focalisé l'attention mondiale sur des conflits profondément enracinés dans des pays comme le Sri Lanka et l'Indonésie. « Le voile a été levé », fait-il observer, ajoutant que cela pourrait amener de nouveaux interlocuteurs et changer la donne des conflits internes.

Un rôle pour le Canada

L'élargissement du rôle du Canada dans la région, et ses modalités, sont des thèmes qui suscitent d'intenses discussions. En Chine, par exemple, il importe de voir à ce que le Canada profite de l'extraordinaire croissance économique du pays. Mais il faut aussi veiller à ce que la Chine soit un membre responsable de la communauté internationale. « Les activités commerciales du Canada en Asie ne sont qu'un aspect de notre relation avec ce continent, déclare M. Evans. J'ai peur que ces œillères nous empêchent de voir l'ensemble de la relation; notre approche économique en Asie doit aussi tenir compte des aspects sociaux, de la sécurité et de la politique. »

Wenran Jiang, qui a travaillé dans une ferme laitière pendant cinq ans au cours de la Révolution culturelle et dirigé des manifestations d'étudiants à Ottawa en 1989 contre les actions du gouvernement chinois sur la place Tiananmen, estime que le Canada doit moduler sa collaboration avec les Chinois de manière à exercer une influence stratégique sur le pays. Il est inutile, selon lui, « de braquer les projecteurs sur la Chine ».

« La question n'est pas de savoir si nous allons nous investir, mais bien comment nous allons le faire, déclare-t-il. Nous pouvons jouer de notre influence pour aider la Chine à être plus ouverte d'esprit, à respecter la primauté du droit et à s'orienter graduellement vers la démocratie. » Le Canada est un vrai modèle de multiculturalisme et de tolérance,

Le ministre des Affaires étrangères Pierre Pettigrew constatait en janvier dernier les ravages causés par le tsunami à Phuket, en Thaïlande : « La communauté internationale devra rester active à long terme dans la région... Le Canada sera présent en tant que partenaire à part entière aussi longtemps qu'il le faudra. »

